Fruits et légumes : Les opérateurs du Souss en colère

Actualité Agadir et région

Posté par: Visiteur

Publié le : 23-05-2009 21:18:15

· 800 agriculteurs ont observé un sit-in contre les grèves sauvages
· Ils dénoncent la passivité des autorités face aux actes de violence

ILS étaient plus de 800 agriculteurs à marcher et observer un sit-in devant la wilaya d'Agadir. Le mot d'ordre a été donné au centre de vacances de l'ONE où ils ont tenu, jeudi matin, leur rassemblement. «Pour protester contre la passivité des autorités locales face aux grèves qui prennent d'assaut les fermes et stations de conditionnement», déclare un porte-parole du collectif d'associations de producteurs et exportateurs des fruits et légumes.

Leur colère a atteint son comble suite à la grève décrétée par la Confédération démocratique du travail (CDT) chez le groupe Soprofel. Durant six jours, ouvriers et ouvrières ont été séquestrés dans deux stations de conditionnement et dans les domaines du groupe. Outre l'entrave au droit de travail, le mouvement a dégénéré en actes de violence, coups et blessures, dévastation des biens privés et casse des véhicules», peut-on lire dans le communiqué publié par le collectif d'associations. Actes accueillis par mutisme et indifférence aussi bien de la part des départements ministériels concernés que des autorités territoriales, dénoncent les agriculteurs.

Le comble, c'est que ces derniers viennent à peine de tourner la page de la grève des transports qui a paralysé le secteur des fruits et légumes et causé d'énormes pertes. C'est pourquoi les agriculteurs ne s'expliquent pas le paradoxe existant entre la quête aux investissements conjuguée au lancement des plans sectoriels et les actes de sabotage perpétrés contre des secteurs pourvoyeurs de devises et d'emplois. «Surtout quand l'indifférence des autorités publiques rime parfois avec une bénédiction non voilée», s'indigne un gros producteur de la zone de Chtouka Aït Baha. Pierrick Puech, investisseur étranger et associé du groupe Soprofel, a été empêché d'accéder à son bureau pendant plus d'une semaine. Ses 12.000 ouvrières et ouvriers ont galement vu leur droit au travail bafoué durant six jours. Face à cette situation, les opérateurs de la filière «exigent un engagement clair des divers départements ministériels et des autorités territoriales concernées. Dans l'objectif de se pencher sur tous les problèmes qui alimentent les conflits sociaux». A défaut, c'est une année blanche qu'ils vont observer.

L'enjeu est de taille. Dans la région d'Agadir, le secteur horticole y occupe 27.000 ha, produit 1,5 million de tonnes de fruits et légumes et assure annuellement 60 millions de journées de travail. Sans oublier les 5 milliards de DH qu'il rapatrie sous forme de devises.

A. G.
L'économiste